1121

Termes/SS

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE LA FEMME, DE
L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

CELLULE ENFANT

**Séminaire de Préparation de la
Présentation du Rapport National du
SENEGAL
au Comité des Droits de l'Enfant**

TERMES DE REFERENCE

Dakar, Septembre 1995

I - Contexte et Justification

La Convention relative aux Droits de l'Enfant a été adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 Novembre 1989.

Ratifiée par le Sénégal le 10 Juillet 1990, elle est entrée en vigueur le 2 Septembre 1990 et constitue à ce jour le plus rapide et le plus large consensus mondial en matière de Droits de l'Homme.

Cette Convention, dont les 40 premiers articles peuvent être résumés en droits principaux relatifs à la survie, au développement, à la protection et à la participation de la personne humaine de 0 à 18 ans, constitue un cadre minimum, auquel, à l'heure actuelle, 174 nations ont souscrit pour améliorer la situation des enfants dans le monde.

Dans le dispositif institutionnel que constituent les 14 articles restant, en particulier à l'article 44, les Etats parties sont tenus, 2 années après ratification, de présenter au Comité des Droits de l'Enfant un rapport national sur l'Etat d'application de la Convention et les difficultés rencontrées.

Le Sénégal, partie prenante à la Convention a envoyé son rapport national, préparé par un groupe de travail multidisciplinaire, en Juin 1994 au Comité. La présentation de son rapport a été programmée pour la 10^{ème} session en Octobre 1995.

Au cours d'une présession, tenue en Juin 1995 à New York pour l'examen du rapport, des compléments d'informations ont été souhaités par le Comité.

Dans le but de garantir le caractère national et consensuel du document, le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en collaboration avec l'UNICEF, compte organiser une concertation nationale élargie regroupant les partenaires du gouvernement, les ONG et les OIG impliquées dans la sauvegarde et la promotion des Droits de l'Enfant.

L'objectif de cette concertation est non seulement de permettre une meilleure préparation du Sénégal, mais également de disposer d'un maximum d'éléments et à travers l'élargissement du processus, de disposer d'un document amélioré consensuel.

Prévu sur 1 journée, le séminaire se tiendra le 23 Octobre à l'hôtel NGOR-DIARAMA.

II - Méthodologie

Le rapport envoyé au Comité des Droits de l'Enfant ainsi que les questions complémentaires posées à la présession de New-York seront reproduits et envoyés au préalable aux participants afin qu'ils y apportent leurs amendements et suggestions dans le cadre des 4 commissions de travail. Le document technique préparé par les Ministères en réponse aux questions sera remis au cours du séminaire.

Les participants seront répartis dans les 4 commissions Santé, Education, Environnement - Culture et Participation, Protection, en fonction de leur intérêt ou de leur expertise.

Après l'ouverture du séminaire, la présentation de l'objectif et de la méthodologie de travail, les travaux vont aussi se poursuivre dans les ateliers où un modérateur se chargera de faciliter l'examen des rapports et les débats. Après l'introduction du modérateur les participants en possession du rapport initial, des articles de la Convention et des questions qui les concernent, seront invités à se prononcer sur les réponses techniques apportées par le Gouvernement. Les participants en particulier les ONG, les OIG et la Société Civile devront enrichir le document réalisé avec leurs propres activités orientées dans le sens de l'application de la Convention des Droits de l'Enfant. Chaque commission aura deux rapporteurs.

Les représentants de la Justice (Conseil d'Etat, Conseil Constitutionnel, Médiature, Direction de l'Education Surveillée et Comité Sénégalais des Droits de l'Homme) ainsi que de la Société Civile (RADHO, ONDH, CEDHOSSAI...) seront répartis dans l'ensemble des Commissions afin de faciliter l'examen des aspects juridiques et institutionnels.

III - Résultats Attendus

Il est attendu que le séminaire permette de soumettre un rapport national consensuel. L'ensemble des participants se prononceront sur le rapport et sur les réponses apportées aux questions posées lors de la présession et qu'il auront enrichis.

Egalement lors du séminaire, les échanges entre les différents acteurs seront encouragés et des propositions de mesures recommandées pour encore rendre plus effective la Convention des Droits de l'Enfant.

IV - Organisation du Séminaire

1) Les Participants

L'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de l'enfance impliquent un ensemble de ministères techniques, d'organisations internationales, d'associations d'ONG et de membres de la société civile.

Ainsi une centaine de participants comprenant les représentants de l'Etat, d'Organisations Internationales et d'ONG seront appelés à réfléchir sur le rapport.

La liste des participants est annexée au présent document.

2) Commissions

Après une brève présentation en plénière de la problématique et de méthodologie, des

commissions vont travailler sur les questions intéressant la survie, le développement et la protection des enfants.

Commission 1 : Santé

Commission 2 : Education

Commission 3 : Environnement, Culture et Participation

Commission 4 : Protection

V - Programme du Séminaire

Lundi 23 Octobre 1995

<i>9H00 - 9H30</i>	<i>Ouverture du Séminaire</i>
<i>9H30 - 10H00</i>	<i>Présentation de la méthodologie et organisation des commissions</i>
<i>10H00 - 10H30</i>	<i>Pause café</i>
<i>10H30 - 13H30</i>	<i>Travaux en atelier</i>
<i>13H30 - 15H00</i>	<i>Pause déjeuner</i>
<i>15H00 - 17H00</i>	<i>Présentation en plénière des rapports des commissions</i> <i>Discussions</i> <i>Adoption du rapport</i>
<i>17H00 - 17H30</i>	<i>Clôture du Séminaire</i>

Liste des Participants

A) Gouvernement

- 1- Présidence de la République : Mme Fatou NDOYE
- 2- Primature : Docteur Aboubakry THIAM
- 3- Ministre d'Etat des Affaires et Services Présidentiels : 1 conseiller
- 4- Ministère de la Justice :
 - * Conseil d'Etat
 - * Conseil Constitutionnel
 - * Médiature : Mr Boubou DIOUF TALL
 - * Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale : Mme Nancy NGOM
 - * Comité Sénégalais des Droits de l'Homme : Mr FOFANA Mamadou Lamine
- 5- Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
 - * Mme Maïmouna DIOP
 - * Mr. Modou GUEYE
- 6- Ministère de la Culture :
 - * Mme Aïssatou DIOUF SENE
- 7- Ministère de l'Intérieur
 - * Mr. Amadou DEME
- 8- Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
 - * Direction de la Prévision et de la Statistique : Mme Awa THIONGANE
 - * Direction de la Planification : Mr. Aboubakry Demba LOM
- 9- Ministère de la Communication
 - * 1 Conseiller : Mme Yéme BADIANE
 - * Directeur de la Radio : Mr. Ibrahima SANE
 - * Directeur de la Télévision : Mr. Babacar DIAGNE
 - * Responsable de la Radio Rurale : Mr. Baba KUNTA

10- Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

* 15 participants

11- Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature

* 1 Conseiller

12- Ministère de la Ville

* 1 Conseiller

13- Ministère de la Recherche Scientifique et de la Technologie

* 1 Conseiller

14- Ministère du Commerce et de l'Industrialisation

* 1 Conseiller

15- Ministère de la Jeunesse et des Sports

* 1 Conseiller

16- Ministère du Tourisme

* 1 Conseiller

17- Ministère chargé des Relations avec les Assemblées

* 1 Conseiller

18- Ministère de l'Agriculture

* 1 Conseiller

19- Ministère de la Pêche et des Transports Maritimes

* 1 Conseiller

20- Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

* 1 Conseiller

21- Ministère des Forces Armées

* 1 Conseiller

22- Ministère de la Décentralisation

* 1 Conseiller

23- Ministère du Développement Industriel

* 1 Conseiller

24- Ministère de l'Hydraulique

* 1 Conseiller : Mr. Ndiogou NIANG

25- Ministère de la Santé et de l'Action Sociale

* Direction de Santé Publique : Mr. Lamine CISSE SARR

* Direction de l'Action Sociale : Mme Marème SEYE MBENGUE

26- Ministère de l'Education Nationale

* 1 Conseiller : Mme CISSE

* DEPRE

* Division des statistiques scolaires

27- Ministère chargé de l'Education de Base et des Langues Nationales

* 1 Conseiller

28- Ministère chargé de la Formation Technique et Professionnelle

* 1 Conseiller

29- Ministère du Travail et de l'Emploi

* 1 Conseiller : Mr. Mangoné FALL

30- Assemblée Nationale

* 1 Conseiller

31- Conseil Economique et Social

* 1 Conseiller

32- Mairie de Dakar

* 1 Conseiller

33- Organismes Internationaux

- * UNICEF (6)
- * BANQUE MONDIALE
- * FNUAP
- * PNUD
- * BIT
- * UNIFEM
- * OMS
- * Ambassade des Pays Bas
- * Coopération Européenne
- * Union Européenne
- * JICA

34- ONG et ASSOCIATIONS

- * Plan International
- * Espoir sans Frontières
- * Christian Children Fund
- * Aide et Action
- * ENDA
- * Fonds de Solidarité pour les Enfants de la Rue
- * CEDHOSSAI
- * ONDH
- * RADHO
- * DEI
- * AMADE
- * ASBEF
- * Parlement des Enfants
- * FAFS
- * FNGPF (2)
- * DJAMRA
- * Enfance et Paix
- * ATD Quart Monde
- * Collectif Action et Solidarité en Milieu Urbain Défavorisé
- * Village d'Enfants SOS
- * Daara de Malika
- * Coalition des ONGs pour la Défense des Droits de l'Enfant
- * COSEPRAT
- * Faggaru Dimbali Xaleyi
- * CEPPE
- * Croix Rouge
- * Forum des Jeunes Filles (Femmes de Demain 3)
- * Hunger Project
- * Croix Rouge Sénégalaise
- * Zakat House
- * Centre de Guidance Infantile

35- Presse

- * SOLEIL
- * SUD QUOTIDIEN
- * WALFADJRI
- * Radio DUNYA
- * RTS